



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

roms

Question au Gouvernement n° 1221

Texte de la question

AFFAIRE LEONARDA

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Xavier Bertrand. Monsieur le Premier ministre, imaginez un grand pays – un pays qui compte, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU – et imaginez que dans ce pays, durant une semaine, on ne parle que d'une chose : la situation d'une jeune fille renvoyée dans son pays en application de la loi républicaine. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Marcel Rogemont. Arrêtez d'en parler, si ça vous gêne !

M. Xavier Bertrand. Imaginez que, dès le premier jour, le président de l'Assemblée nationale reprenne le ministre de l'intérieur au moyen d'un *tweet* ; que, le lendemain, le ministre de l'éducation nationale contredise, lui aussi, le ministre de l'intérieur, dans la cour de la Présidence. Imaginez que, durant cinq longs jours, le Président de la République lui-même ne prenne pas position ! Imaginez que lorsque celui-ci se décide à rompre le silence, il le fasse en s'adressant non pas aux Français, mais directement à cette jeune fille, en lui disant que, même si toutes les procédures ont été respectées, il l'autorise à revenir en France sans sa famille. Pourquoi décide-t-il de prendre lui-même la parole, si ce n'est parce qu'il sait pertinemment que, s'il laisse parler le ministre de l'intérieur, le Premier ministre ne l'acceptera pas, tant ils se détestent ? *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.– Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Matthias Fekl. Et Copé et Fillon, ils s'aiment ?

M. Xavier Bertrand. Il sait pertinemment que c'est le contraire qui se produira s'il laisse l'autre parler ! Parce que le Gouvernement est profondément divisé, le Président est contraint de s'exprimer lui-même ! *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues

M. Xavier Bertrand. Mais les choses ne s'arrêtent pas là : l'après-midi même, il est contredit par le premier secrétaire de sa formation politique ; le lendemain, un autre parti de sa majorité le critique ; enfin, quelques jours plus tard, le président d'un groupe parlementaire de sa majorité incite les jeunes à descendre dans la rue pour critiquer cette mesure !

Le tableau ne serait pas complet si j'omettais de rappeler que, la même semaine, une sénatrice de sa formation politique, candidate à des primaires, fait huer son nom et celui du Premier ministre : voilà la situation de la France aujourd'hui – car le drame, c'est que le pays que je vous ai décrit n'est pas imaginaire, c'est le nôtre !

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.) Vous avez une responsabilité, monsieur le Premier ministre, c'est de dire au Président de la République qu'à force d'abaisser la fonction présidentielle, il abaisse la France – et ça, nous ne pouvons l'accepter ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Monsieur Bertrand, quand on surjoue, il faut être excellent si l'on veut espérer convaincre. Vous, vous avez été tellement confus dans votre propos que je vous plains. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous avez parlé de la France, mais vous n'avez pas trouvé les mots. *(Mêmes mouvements.)*

M. Jean-François Lamour. Vous êtes un amateur !

M. le président. Allons, mes chers collègues !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Quand j'ai répondu, il y a quelques instants, à M. Ciotti, j'ai dit l'essentiel, à savoir ce que le Président de la République a annoncé samedi. Les choses étant claires, arrêtons maintenant cette exploitation politicienne d'un événement qui est peut-être un drame personnel et familial, mais n'est pas à la hauteur des responsabilités qui sont les nôtres vis-à-vis de notre pays, la France ! *(Mêmes mouvements.)*

Je crois avoir été clair, mais il y a une telle compétition dans vos rangs, monsieur Bertrand, qu'après M. Ciotti, on aurait pu entendre M. Copé ou M. Fillon – je pense que lui ne dira rien, finalement –, M. Jacob ou d'autres encore ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. Yves Fromion. Minable !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Vous n'êtes préoccupés que par vos affaires, qui ne sont pas celles de la France. Nous, ce qui nous intéresse, c'est le redressement du pays, c'est la bataille pour la croissance, pour l'emploi et pour la réforme de notre système éducatif, de notre formation professionnelle ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* Ce qui nous intéresse, c'est la transition énergétique, c'est de redonner à la France ce qu'elle a perdu depuis dix ans ! Parce que nous refusons le déclin de notre pays, nous voulons être à la hauteur des circonstances et donner à la France son rôle de leader en Europe et dans le monde ! La France, c'est à la fois des valeurs et une République, mais aussi une puissance économique qui, je le rappelle, est toujours la cinquième puissance du monde !

M. Yves Fromion. Minable !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. L'auriez-vous oublié en parlant de cette façon, en ramenant à un niveau politicien une affaire humaine, triste et douloureuse ? Ce qui m'intéresse – contrairement à vous, semble-t-il –, c'est l'avenir de la France, et je compte pour cela sur toute la majorité qui, dans quelques instants, va manifester son soutien au Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Xavier Bertrand](#)

Circonscription : Aisne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1221

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 octobre 2013](#)